

Entre la chèvre et le chou

Yves Préfontaine

Volume 7, Number 3 (39), May–June 1965

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/59952ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Préfontaine, Y. (1965). Entre la chèvre et le chou. *Liberté*, 7(3), 258–265.

Entre la chèvre et le chou

Révolution, n.f.: Fig. Changement brusque et violent qui arrive dans les choses du monde, dans les opinions et surtout dans le gouvernement des états, Révolution dans les arts, les esprits.

Tranquille, adj.: sans agitation: eau tranquille, rue tranquille. Sans inquiétude: avoir l'âme tranquille. Ant. inquiet, troublé. (Petit Larousse.)

* * *

A la fin, au bout de cette longue nuit de nos dernières générations, nous avons cru possible qu'une intelligence directrice émerge du magma historique que nous sommes, et dynamise les courants créateurs, jusqu'alors souterrains, de notre communauté.

Après ces nuits où la colère et l'insomnie se confondaient en borborygmes sans écho direct sur le plan politique (articulets, poèmes, manifestes, marches vers ci ou ça, etc., etc.), nous avons cru bon faire une quasi-profession de foi. Tout n'était pas perdu, le 22 juin '60, tout devenait possible; le cauchemar duplessiste prenait fin selon une dialectique à peu près prévisible, mais dont nous désespérions.

AVANT?

Il n'est pas nécessaire d'être dans la trentaine avancée pour avoir éprouvé le poids insoutenable de cette grande méduse écoeurante qui pèse sur nous depuis des décennies. Nous en avons jusqu'à la gueule, de cette colle innommable, de cette bave nocturne, de cette fiente politico-cléricale. (A cause de cela, plusieurs d'entre nous sont métaphoriquement morts à vingt ans. Et mourir dans l'âme, à petits hoquets de médiocrité envahissante, de patronage pour le droit d'être debout, c'est moins stimulant que de mourir à cet âge sur des barricades, même absurdes). Nous vivions sous l'empire de la Grande Colle ...

Pour ne pas s'enliser totalement, plusieurs de nos plus brillants esprits s'exilaient. Ils continueront de le faire, non pas seulement

par lâcheté ou par intérêt matériel mais aussi, par besoin impérieux, irréprensible d'un milieu plus *humain*, plus chaleureux, plus ouvert au Vivant, moins politiquement insupportable, déprimant, sacrificateur d'énergie, lèche-bottes des "power elites".

Donc, vint Lesage. Et la lumière devait être. Et l'on s'aperçut très vite que la lumière était si tamisée qu'il valait mieux n'en plus parler. Un doux éclairage psycho-social, quelques doses de méprobamate démagogique, et les Puissants pouvaient continuer de faire l'amour avec nos richesses naturelles, sur le dos de notre culture, mieux, de notre *être même*. Car c'est bien d'être, de devenir ce que nous sommes par bribes et virtuellement que nous rêvions, les yeux bien ouverts et les poings fermés. Et non de meurtres, et non de bombes pour la seule beauté solaire, gratuite, de l'éclatement "in se", et non de pendre des curés Place Ville-Marie; et non de pourfendre nos "ennemis les Anglais". Si je respire, je ne t'empêche pas de respirer. Mais si tu veux m'étouffer, même avec le plus joli cordon de soie du plus beau rouge "Empire", au bout duquel pendent deux feuilles d'érable en or "made in Canada for Canadians" et quelques petits crucifix richement incrustés, alors j'ai le droit de dire NON. "Self-defense". C'est tout. Et puis, "mordre" dirait Ubu, c'est épuisant de revenir là-dessus.

Le 22 juin '60, une aube se levait. Elle fut de courte durée. A peine un an après l'élection célèbre, le camarade Fernand Ouellette mettait en épigraphe à un poème intitulé "22 juin '60" (in Liberté No. 15-16): "A ceux qui espèrent malgré tout." Car c'était bien de cela qu'il s'agissait maintenant: on ne pouvait plus respirer fiévreusement, avec l'enthousiasme qui imprègne les grandes mutations sociales. On ne pouvait plus qu'espérer *malgré tout*. (Un poème, ce n'est pas grand'chose peut-être. C'est un signe. Et les signes sont souvent plus puissants que les faits.)

Nous revenions (avec des changements appréciables il est vrai) à nos anciennes modalités, à notre façon de vivre *le* politique, petitement et benoîtement et peureusement. Le Prince Charmant Lesage avait éveillé la Belle au Bois Dormant québécoise, non pour l'enlever vers une aventure jusqu'alors invécue, mais pour la vendre à Caliban. (Ariel, ici, n'a rien d'aérien: c'est la rue St-Jacques, notre petit Wall Street-maison, et tout ce que vous voudrez qui continue de nous sucer et de nous grignoter.) Les temps avaient changé, oui. Nous étions passés du prostibule à une forme plus élégante et raffinée de proxénétisme. Mais

de la péripatéticienne à la "call-girl", si les techniques d'approche diffèrent, la morale reste la même. Il ne s'agit pas de rejeter en bloc les oeuvres de l'équipe ministérielle actuellement au pouvoir, mais d'évaluer les buts atteints par rapport aux buts visés (ou qu'on fit semblant de viser au départ). Ni le ministère de l'Education, ni celui des affaires culturelles ne nous consoleroient jamais des inqualifiables tartufferies auxquelles on aura vu se livrer les figures dominantes (disons, pour être plus juste, les plus bavardes) du pouvoir québécois. Ni la nationalisation des ressources hydroélectriques (ou socialisation, si vous préférez, chers cité-libristes plus proches de Byzance que des usines de la Pointe Saint-Charles) ni les rapports Bouchard et Parent n'effaceront l'aigreur qui monte en nous devant les reculades, pantomines d'historiens, bousculades, bouffonneries et colères des Lesage, Arsenault, Wagner et autres ministres-de-la-famille-qui-vont-à-la-messe-tous-les-matins-que-Dieu-et-Machiavel-font-pour-le-salut-de-la-communauté.

Un exemple de ces tartufferies? Le célèbre ultimatum fiscal de Lesage à Ottawa en 1963. "Tu me donnes ma part du gâteau ou je me fâche". Cela coïncidait à peu près avec les bombes du F.L.Q. Qu'on les prise ou non, ces bombes, elles eurent, à court termes du moins, plus d'effet sur le climat politique québécois que tous les groupes de pression réunis en une action concertée, plus d'effet sans doute que les déclarations souvent heureuses de la Saint-Jean-Baptiste (unilinguisme français au Québec, etc.) Mais quand les bombes se turent, tout redevint normal, doucereux, avec par ci, par là, de petites colères, d'énormes diversions et un effet qu'on pouvait prévoir mais dont on ignore jusqu'où sa logique peut aller: les débuts hésitants d'un régime policier mi-figue mi-raisin dans l'Etat du Québec. Des perquisitions intempestives. La liberté de presse bafouée dans la personne des journalistes. Le muselage des grands moyens d'information devant une forme de pensée qui ne demande qu'à s'exprimer par les moyens normaux d'un système dit démocratique. (*On n'en finirait plus de rappeler ce que tout le monde connaît.*) Mais on sait que là où n'existe pas de *démocratie économique*, le supposé gouvernement du peuple par le peuple est tel que veulent bien le définir les élites du pouvoir. Entre notre démocratie politique et celle, véritable, qui doit être économique, c'est la ploutocratie maintenant bi-culturelle (avec la montée de notre propre bourgeoisie) qui mène un bal sinistre en agitant

bruyamment son système de valeurs mortes comme un épouvantail à corbeaux. Mais viendra peut-être une race d'oiseaux rendus rapaces à force de froide colère et de simple lucidité. Ces oiseaux-là, les générations montantes en produiront, souhaitons-le, d'assez nombreux pour nettoyer le cadavre de ces derniers lambeaux putrides. (Nous pourrions toujours reléguer son ossature au musée de notre préhistoire politique). Car si le présent indique un recul, une offensive de la réaction à laquelle nous pouvions nous attendre, l'avenir n'est pas entièrement bouché. Les "jeunes gens en colère" qui auront des notions de politicologie, de sociologie et d'économie seront, il faut bien l'admettre, plus magnifiquement redoutables que des séminaristes. Mais tout cela relève d'une prospective inquiète. Pour l'instant, ce sont les faits qui continuent de peser sur nous de tout leur poids. J'en glane deux au hasard.

La façon dont nous traitons la minorité dorée anglophone du Québec relève, non pas de la justice souhaitable mais du plus pur masochisme, de l'onction auto-dépréciatrice du colonisé à l'endroit du maître avant que le premier prenne conscience de son état et que naisse la révolte, puis l'action salvatrice. L'équipe de "Liberté" a déjà dénoncé un aspect insoutenable des "Concours littéraires et scientifiques du Québec." Dans le fascicule des règlements de 1965 (S.Q. 1962 c. 24) émis par le ministère des Affaires culturelles on ne trouve aucune modification à cet état de choses révoltant. L'élément anglophone minoritaire du Québec représente environ douze pour cent de la population globale, et nous, quatre-vingt-quatre pour cent. Or le gouvernement, en instituant ces concours, a cru bon de mettre sur le même pied les deux collectivités. Il serait inutile de répéter que nous sommes le seul état provincial de la Fédération à agir de la sorte, n'était notre extraordinaire surdité, notre aveuglement borné vis-à-vis des injustices que nous créons nous-mêmes à notre propre endroit, et qui ne font que s'ajouter à toutes celles que nous connaissons déjà.

Les deux sections, française et anglaise, se divisent chacune en deux sous-sections: oeuvres d'imagination (romans, poésie, contes, nouvelles, etc.) et oeuvres d'érudition (essais, histoire, philosophie, sciences humaines, sciences pures et appliquées. Dans chaque catégorie des deux sous-sections, un premier prix de deux mille dollars et un deuxième de mille. De plus, un grand prix de trois mille dollars est décerné à un lauréat de l'une ou

l'autre section. La seule condition particulière qu'on impose à l'auteur d'un ouvrage en langue anglaise, c'est qu'il ait résidé au Québec depuis au moins cinq ans. Une "peanut" de condition....

On voit assez ce qu'il y a d'aberrant dans cet état de choses. Dans des concours d'état auxquels un prestige certain est attaché, et où la population majoritaire devrait se partager, en toute logique, le "gros lot", la minorité est traitée sur un pied de totale égalité. C'est stupide, incompréhensible, indéfendable. Nous sommes ici devant une espèce de *corporatisme culturel*: ce qui compte, ce n'est plus le nombre que l'entité ethnique représente, c'est l'entité ethnique elle-même qui prend valeur de représentation absolue. Je ne sache pas que le Conseil des Arts du Canada, pour ne prendre qu'un exemple, distribue en nombre égal ses bourses et ses octrois au Canada anglais et au Canada français. Ce serait démographiquement absurde. Mais notre grand coeur a des raisons que la raison n'est pas prête de comprendre. Seule, une *psychanalyse collective*, si elle était possible, pourrait peut-être éclaircir ce profond mystère....

Mais cet exemple n'est rien. L'éducation est devenue une de nos obsessions majeures, avec, cela va de soi, cinquante ans de retard. Or le financement de nos universités est l'une des pierres d'achoppement auxquelles se heurtent les pouvoirs publics. Il est extrêmement révélateur de comparer les revenus de l'université de Montréal à ceux de McGill. Dans le "Quartier Latin" du 30 mars dernier, Gaétan Tremblay écrivait un éditorial dont les chiffres percutants auraient dû être reproduits partout, placardés dans les rues.

Ils concernent les années 1961 - 1962*

	MONTREAL	McGILL
Fonds de dotation	\$1,453,302	\$84,611,696
Revenus de ce fonds	\$85,000	\$3,822,999
Dépenses	\$10,243,774	\$20,896,727
Subvention du Québec	\$6,577,300	\$5,820,000
Subvention moyenne par étudiant du Québec	\$593	\$825
Etudiants étrangers	6%	27%

Les commentaires sont ici superflus. Non contents d'avoir privilégié la grande université anglaise de Montréal depuis le régime Taschereau jusqu'à celui de Duplessis, nos gouvernants octroient une subvention presque égale à McGill et Montréal, et ce, quand les revenus de McGill sont ce que l'on sait, qu'en trois ans McGill a eu un programme de construction de l'ordre de \$38,850,000 dollars pendant que Montréal dépensait \$16,875,000 dollars, qu'à McGill 37% des étudiants aux grades supérieures (M.A. et Ph. D.) et 51% des étudiants en médecine sont étrangers et que ces étudiants sont ceux qui entraînent les plus grands frais d'instruction. Pendant ce temps, nous lisons: subvention moyenne par étudiant du Québec: Montréal \$593; McGill \$825.

Croyez-vous que le tout s'arrête là? En 1965 les chercheurs de l'université de Montréal ne savent plus où donner de la tête (ou du piston) pour trouver des fonds. Budget coupés, recoupés. Et que lit-on dans "La Presse" du 5 mai 1965? "Déficit d'un demi million à l'université McGill", (Les pauvres...) "Monsieur Robertson, principal et vice-chancelier de McGill, a fait savoir hier que, pour faire face à ses dépenses au cours des prochaines années, l'université devra tirer davantage de toutes ses sources de revenus". Toutes ses sources... dont le gouvernement québécois, c'est-à-dire nos impôts. De plus, un comité du Sénat de l'université a été constitué pour étudier "les mesures à prendre dans l'avenir au sujet de son expansion".

De son côté, l'université de Montréal offre, comme réalisation immédiate de son expansion, le parachèvement triomphal... d'une rampe mobile menant vers les hauteurs du savoir francophone montréalais sans risque d'essoufflement... Et la bibliothèque n'a pas le tiers des sources dont étudiants et chercheurs ont un urgent besoin. Même quand elles y sont, les sources, allez les trouver... Le doyen de la faculté de Génie de McGill, Monsieur D. L. Mordell se plaint du fait que l'université anglaise perd un nombre important de professeurs et d'étudiants "attirés par les institutions qui paient des salaires plus élevés, offrent des bourses plus intéressantes et permettent des recherches sur une plus haute échelle". Pour sa part le vice-principal du MacDonald College, affilié à McGill, Monsieur H. D. Dion, a souligné "que les universités américaines jouissent d'une aide gouvernementale plus généreuse pour les recherches". D'où l'hé-

morragie d'un grand nombre de brillants jeunes "Canadians" et d'aussi brillants jeunes *Canadiens* vers les Etats-Unis. Or c'est justement l'une des raisons majeures qui attirent un pourcentage important de jeunes Canadiens-Français vers McGill (ils forment un tiers environ de la population étudiante de cette université): plus de bourses, facilités plus grandes pour la recherche, etc. Quel que soit le côté où l'on se tourne, l'hémorragie continue.

Où allons-nous? A quelque niveau qu'on observe tous ces problèmes, la "révolution tranquille" de Monsieur Lesage éclate comme le petit hoquet d'un petit homme... Les Etats-Unis drainent le Canada anglais, lequel draine le Canada français, et l'absurde continue d'étendre son règne sous une commission Dunton-Laurendeau "à la recherche d'un temps perdu", sans doute irrémédiablement.

Or, les manoeuvres de diversion continuent. Monsieur Lesage musèle les structures mêmes qui le soutiennent en partie: la Fédération libérale du Québec se voit forcée d'accepter la formule Fulton-Favreau de rapatriement de la constitution; les étudiants libéraux de l'université de Montréal traversent des séismes idéologiques, Monsieur Lesage intervient, le silence se fait. Mais Monsieur Lesage connaît Machiavel. "Lesage au Canada anglais: Nous pouvons faire cavalier seul", titrait "La Presse" du 13 mars dernier. Et dans celle du 24 avril: "Ententes internationales: Ottawa et Québec en complet désaccord". Sur ce plan, l'oeuvre de Gérin-Lajoie est politiquement exquise. Mais insuffisante. Régler les problèmes un à un, ce pourrait être une méthode hautement lucide si l'on sentait derrière un *plan*, un programme. Et non le hasard de frictions épisodiques.

Pendant ce temps le protectorat *frangiophone* de Monsieur Lesage continue de vivre son désordre collectif, son petit cauchemar quotidien qui n'offre même pas la beauté des grandes catastrophes ou la solidité des chefs-d'oeuvres moyens.

Et l'on continue de ménager les susceptibilités de la minorité dorée.

Parfois pointe la plus insidieuse de nos tentations: nous mettre sur le nez les verres les plus opaques qui soient. Non pour nous cacher la vue d'un trop beau soleil, mais pour cesser de voir s'enliser à l'horizon le cortège de nos illusions. Car à

l'horizon, un écriteau: "Blind Street". Evidemment, là n'est pas la solution. Il faut percer la route.

Nous en avons par-dessus la tête d'un milieu socialement pathogène qui ne peut produire que six millions de cas. Avec l'augmentation démographique normale, nous deviendrons de plus en plus ce que nous sommes déjà: un terrain de choix, un hôpital splendide pour les études de psychiatrie sociale...

Têtes dures de la gauche molle, unissez-vous au lieu de bavarder.

Yves PREFONTAINE

* Les sources de l'éditorial de Gaétan Tremblay sont les suivantes: "Census of Canada", 1961, vol. 3, part I, table 22, by E.C. Hughes. Michel Brunet, "Le Financement de l'Enseignement universitaire au Québec", in Quartier Latin, 23-1-'64, page 8.